



ASIE/COREE DU NORD – Agrandissement des camps de réclusion englobant des villages

Séoul (Agence Fides) – Les trop célèbres « camps de travail » existant en Corée du Nord, dans lesquels sont détenus plus de 200.000 prisonniers politiques et dissidents pour des motifs de conscience et de religion, s'agrandissent et englobent désormais les villages environnants. C'est ce que dénonce Amnesty International après l'analyse de nouvelles images satellitaires. Dans un communiqué envoyé à Fides, Amnesty International renouvelle sa demande aux Nations unies « d'instituer une commission d'enquête indépendante sur les violations des droits humains, graves, systématiques et diffuses, comprenant également des crimes contre l'humanité, en cours dans le pays ».

Au cours de ces derniers mois, l'ONG avait reçu des nouvelles concernant la possible construction d'un nouveau Kwanliso (camp réservé aux prisonniers politiques) adjacent au camp n° 14 de Kaechon dans la province de Pyongan Sud. Pour ce motif, Amnesty s'était adressée à la société DigitalGlobe afin qu'elle lui fournisse des images satellitaires. L'analyse de ces dernières révèle que, de 2006 à février 2013, la Corée du Nord a construit 20 Km de périmètre autour de la vallée de Ch'oma-bong – à 70 Km de la capitale, Pyongyang – et de ses habitants, le périmètre en question disposant de nouveaux accès contrôlés et de tours de garde. Les analystes ont également identifié la construction de nouveaux édifices qui pourraient être des dortoirs destinés aux ouvriers, peut-être liés à l'expansion de l'activité minière dans la région.

De telle manière, le régime « renforce les contrôles sur le mouvement de la population (plus de 100.000 personnes) qui vit dans les environs du camp n° 14, annulant de facto la distinction entre les détenus du camp et les habitants de la vallée » remarque le communiqué. Amnesty International est « préoccupée par les conditions de vie de la population résidant à l'intérieur du nouveau périmètre et les intentions futures du gouvernement nord-coréen ».

On estime que plus de 200.000 personnes, y compris des enfants, sont détenues dans les camps et dans d'autres centres de détention en Corée du Nord, étant soumises à des violations des droits humains telles que des travaux forcés, la privation de nourriture comme forme de punition, la torture et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants. De très nombreux détenus n'ont commis aucun délit et se trouvent uniquement là en tant que liés à des personnes considérées comme hostiles au régime et donc soumis à une sorte de « punition collective ». (PA) (Agence Fides 07/03/2013)